

**Politique migratoire - Italie -  
Entretien de Mme Nathalie Loiseau,  
ministre chargée des affaires  
européennes, avec "Europe 1"**  
(Paris, 14 juin 2018)

Q - Bonjour Nathalie Loiseau.

R - Bonjour Patrick Cohen.

Q - La France, d'une façon ou d'une autre, va-t-elle présenter des excuses à l'Italie ?

R - Ça n'est pas la question, mais ce qui est...

Q - C'est la question posée par Matteo Salvini, qui est l'homme fort du gouvernement italien.

R - Cette nuit, en tout cas tard hier soir, le président de la République et le président du Conseil Giuseppe Conte, se sont parlés au téléphone. La conversation a été cordiale. Il y a deux temps, le temps de l'émotion face à la situation des passagers de l'Aquarius, cette émotion était légitime, et puis il y a le temps du travail entre responsables politiques, pour traiter de sujets majeurs, la crise migratoire en est un. On est en train de préparer un Conseil européen, où on va aussi parler de l'avenir de la zone euro. On a beaucoup de choses à se dire avec l'Italie, avec le président du Conseil italien. Il est invité à Paris, nous souhaitons qu'il vienne.

Q - Conversation cordiale, qui va donc déboucher sur la venue, comme prévu, du président du Conseil italien, demain à Paris ?

R - Nous le souhaitons.

Q - Ce n'est pas fixé encore.

R - Cela n'est ni confirmé, ni annulé, nous souhaitons qu'il vienne.

Q - Cordiale, donc, cette conversation, mais pas suffisamment cordiale pour confirmer ce rendez-vous parisien demain.

R - En tout cas, ils ne se sont pas fixés là-dessus. Ils ont parlé de plusieurs sujets. On a besoin de se parler avec l'Italie, c'est un grand partenaire, c'est un grand voisin. La semaine prochaine on a un sommet franco-allemand, par exemple, pour préparer les grandes échéances européennes. Le président et Giuseppe Conte se sont vus brièvement au G7 au Canada, ce serait intéressant, utile, qu'ils se voient plus longuement.

Q - Vous trouvez que la France est bien placée, Nathalie Loiseau, pour donner des leçons à l'Italie en matière d'accueil des réfugiés ?

R - Personne ne donne de leçons à personne. Simplement, la France...

Q - C'est un peu le sens des premières paroles, jugées inadmissibles par les Italiens, du président Macron.

R - Il y a aussi les propos italiens sur la France, notamment hier, qui sont regrettables.

Q - De Matteo Salvini ?

R - ...Mais sortons de ces polémiques. La France, l'année dernière, est le pays qui a connu un nombre record de demandeurs d'asile. C'est le deuxième pays dans l'Union européenne en termes d'accueil de demandeurs d'asile et notamment en relocalisations depuis la Grèce et depuis l'Italie. Nous prenons notre part et nous travaillons étroitement avec l'Italie. Nous sommes en mer avec l'opération Sophia. Nous travaillons à essayer de stabiliser la Libye avec l'Italie. Nous allons chercher au Niger et au Tchad des demandeurs d'asile pour leur éviter la traversée de la Méditerranée et la traversée de la Libye. Nous faisons beaucoup, mais c'est vrai, l'Europe doit faire plus et doit faire mieux pour aider des pays comme l'Italie. Ça c'est vrai.

Q - Je vais vous demander juste un mot quand même sur les relocalisations de réfugiés depuis l'Italie. La France en a accueilli 640 réfugiés exactement, le chiffre a été rappelé par Matteo Salvini, ce chiffre est exact. L'objectif de la France, la promesse de la France c'était 7000.

R - Les quotas ont été fixés sans savoir quelle était la nationalité des gens qui arrivaient, notamment en Italie. Nous en avons reçu des milliers depuis la Grèce, parce qu'ils étaient en besoin manifeste de protection. Aujourd'hui, nous nous sommes engagés à en recevoir 3000 depuis le Niger et le Tchad. Faut-il se résigner à ce qu'ils traversent la Libye, avec tout ce que cela suppose comme souffrance, et à ce qu'ils risquent leur vie en Méditerranée si ce sont des demandeurs d'asile qui ont une chance d'avoir le statut de réfugié ? Nous avons trouvé un mécanisme beaucoup plus protecteur pour eux, c'est ce que nous souhaitons.

Q - Nathalie Loiseau, qu'allez-vous proposer, qu'est-ce que la France va proposer à la fin du mois, lors du prochain Conseil européen ?

R - La France et d'autres, nous travaillons avec l'Allemagne. La Bulgarie avait fait une proposition, qui nous paraissait de grande qualité, qui pour le moment est rejetée par certains pays de l'Est. Le problème aujourd'hui vient de là, il vient du fait que certains pays dans l'Union européenne n'acceptent personne, aucun réfugié...

Q - Comme en 2015, le débat avait eu lieu déjà au Conseil européen.

R - En 2015, une décision avait été prise, et certains pays ne l'ont pas appliquée...

Q - Absolument.

R - Il faut aujourd'hui trouver comment beaucoup mieux aider les pays par lesquels entrent les demandeurs d'asile, Grèce, Italie, Espagne, et il faut être beaucoup plus solidaires. Nous sommes à un moment où nous avons divisé par dix le nombre d'arrivées de demandeurs d'asile et de migrants dans la Méditerranée centrale, donc en Italie. Nous ne sommes plus à un pic de la crise. C'est le moment de travailler, je dirais, intelligemment, la tête froide, pour faire en sorte qu'il y ait beaucoup plus d'aides pour des pays comme l'Italie. Nous le leur devons, l'Europe n'a pas été assez présente et le résultat des élections italiennes, c'est cela qu'il dit, c'est que les Italiens se sont sentis abandonnés.

Q - Un dernier mot : que pensez-vous de cet axe qui a été annoncé hier entre l'Allemagne et l'Autriche et l'Italie, axe, c'est le mot qui a été employé par le Premier ministre autrichien pour s'attaquer à l'immigration clandestine ?

R - Nous sommes tous accord pour renforcer le contrôle des frontières extérieures, mais ce travail doit être fait à l'échelle de toute l'Union européenne, nous sommes un espace de libre-circulation, nous travaillons avec la chancelière Merkel, et d'ailleurs le président la voit mardi prochain à côté de Berlin.

Q - Merci Nathalie Loiseau, ministre chargée des Affaires européennes, et donc on retient ce coup de téléphone hier soir entre Giuseppe Conte et Emmanuel Macron./.